RACHAT D'ACTIFS AMÉRICAINS ET MALAIS

La bonne opération de Sonatrach

Dans un silence absolu, la Sonatrach a finalisé le rachat de tous les actifs, en Algérie, de la compagnie américaine Amerada Hess, qui exploitait les champs d'El Gassi, El Agreb et Zotti, ainsi que le permis de Rhourde Errouni (Bir M'sana), exploité conjointement avec la compagnie publique Petronas (Malaisie).

Amerada Hess quitte ainsi l'Algérie à la suite de ses difficultés financières et lègue à la Sonatrach des champs qui produisent plus de 50 mille barils par jour.

Ni le ministère de l'Energie ni la Sonatrach n'ont communiqué, à ce jour, sur le montant de cette transaction. Même la compagnie américaine n'a pas souhaité divulguer ses chiffres.

La seconde vie du champ

L'arrivée en Algérie de la compagnie américaine a été largement motivée par l'ancien P-dg de la Sonatrach, Abdelhak Bouhafs, qui venait d'occuper ce poste pour la seconde fois après son mandat des années 1990.

Pour la Sonatrach, il s'agissait surtout de profiter des technologies américaines pour augmenter les capacités de soutirage sur les champs d'El Gassi, El Agreb et Zotti, largement affectés par l'extraction effectuée depuis les années 1960.

Avec un ticket d'entrée de 55 millions de dollars (une somme faramineuse dans le contexte de l'année 2000), Amerada Hess va acquérir 49% de la nouvelle société, Sonahess, créée en la circonstance pour exploiter et stimuler la production des trois champs pétroliers, situés à 120 km au sud de Hassi Messaoud.

Au lendemain de l'approbation, le 23 septembre 2000 par les autorités publiques, de cet accord d'association, l'américaine Amerada Hess s'est engagée à investir, sur cinq ans, le montant de 500 millions de dollars pour atteindre les objectifs contractuels.

Le contrat en question stipulait que le financement de Sonahess était du ressort exclusif du partenaire américain, qui devait bénéficier, en revanche, d'un partage de production à la hauteur de son prorata dans l'entreprise.

Pour les experts, il s'agissait de la meilleure opération réalisée au cours de cette année et tous se demandaient comment Bouhafs avait réussi à convaincre les Américains d'investir un demi-milliard de dollars sur un gisement qui a déjà produit 400 millions de barils depuis sa mise en production en 1964.

Les études réalisées à l'époque démontraient que le gisement accumulait encore quelque 300 millions de barils et qu'il s'agissait d'augmenter la production de 30 mille à 45 mille barils par jour et de la maintenir sur une période de 20 ans. Autrement dit, jusqu'en octobre 2020.

Pour la réalisation de cet objectif, il fallait réaliser une acquisition sismique 3D pour déterminer avec exactitude les accumulations. Il fallait encore forer 30 puits producteurs et surtout travailler sur la stimulation des puits existants, en recourant notamment aux opérations de workover, d'injection d'eau et de compression de gaz.

Packaging

Outre les champs d'El Agreb, Hassi et Zotti, les anciens dirigeants de la Sonatrach avaient réussi à entraîner Amerada Hess à investir dans une nouvelle association pour l'exploitation des champs de Rhourd Errouni Bir M'sana.

Un organe d'operating conjoint a été ficelé entre la Sonatrach, Hess et Petronas (Malaisie) pour le développement d'un gisement de pétrole. Le financement de ce projet est réparti entre les trois associés: 25% pour la Sonatrach, 40 pour Amerada Hess et 35 pour Petronas.

En 2007, Alnaft a approuvé le plan de développement de ce champ pour son exploitation sur une période de 15 ans. Autrement dit, le contrat n'expire qu'en 2022. Sur ce champ de Bir M'sana, le groupement s'est fixé comme objectif, un plateau de production de 12 mille barils par jour.

En 2011, un contrat a été attribué au sud-coréen Hyundai pour la réalisation d'une installation de surface, comportant l'usine de traitement des hydrocarbures et l'injection de l'eau, ainsi que le réseau d'expédition des huiles. Le projet en question a coûté la montant de 167 millions de dollars. En parallèle, Hess a investi sur des installations électriques, réalisées par Kahrif (filiale de la Sonelgaz), qui ont coûté 1 milliard de dinars, ainsi qu'une base de vie et un camp de sécurité, réalisé par une société italienne de droit algérien, pour le montant de 1.3 milliard de dinars.

Toutefois, Amerada Hess, qui traverse une situation financière inquiétante, a exprimé le souhait de se séparer de ses actifs dans plusieurs pays, dont l'Algérie.

La Sonatrach a donc saisi cette opportunité pour négocier le rachat des actifs de Hess.

En récupérant à son compte le champ de Bir M'sana, la Sonatrach aura donc réalisé une belle opération, puisqu'elle retrouve une production quotidienne de 3 mille barils, destinée initialement à son ancien partenaire américain.

Mokhtar Benzaki

Photo : DR

Sonatrach retrouve une production de 3 000 barils/jour.

PÉTROLE ET GAZ

Ouverture du Salon Napec demain à Alger

L'esplanade de l'hôtel Hilton à Alger accueillera, dès demain et durant quatre jours, le Salon North African Petroleum Exhibition & Conférences (Napec). Plus de 400 exposants, notamment de grandes firmes internationales, seront présents.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Le Napec est de retour. Le Salon ouvrira ses portes demain à l'esplanade de l'hôtel Hilton à Alger. Plus de 400 participants activant dans tous les segments de l'industrie pétrolière et gazière y prendront part durant quatre jours. La moitié de ces entreprises sont étrangères et représentent trente pays.

Avec près d'une centaine de firmes, la France reste le pays étranger le plus représenté durant ce rendez-vous. Elle devance ainsi le géant chinois, toujours omniprésent. Alors que l'Iran enregistre sa première participation, la Pologne renforce sa présence en s'offrant tout un pavillon au Napec.

Côté algérien, la Société nationale des hydrocarbures, Sonatrach, participe avec toutes ses filiales.

Dans sa sixième édition, le Salon intervient dans une conjoncture mondiale marquée par la baisse des cours du pétrole. L'occasion ainsi d'offrir aux différentes firmes et entreprises en quête perpétuelle de nouveaux marchés, de «réduire l'impact de la crise du pétrole sur leur rendement en faisant de bonnes affaires au Napec».

Organisé par Petroleum Industry Communication, le Napec est devenu un rendez-vous «incontournable» pour les pétroliers et leurs fournisseurs. Il constitue ainsi l'«opportunité idéale pour des mises en relation d'affaires, de signatures de partenariats et de conclusions de contrats».

Le Salon compte un riche programme d'animation et de communication. Des conférences, des communications et des ateliers sont inscrits au programme. Des rencontres seront animées par des experts nationaux et étrangers de renom, sur des thèmes liés directement à l'actualité de l'industrie pétrolière et gazière, la chute des prix du pétrole et la recherche technologique.

A elle seule, la Sonatrach se verra consacrée une journée de communication entière, où le volet technique sera largement mis en exergue.

Dispensées par des cadres et experts de l'entreprise nationale, les communications aborderont également des thèmes d'actualité tels que «le pétrole à l'heure des grandes mutations économiques et financières» et la politique de préservation de l'environnement prônée par la compagnie nationale.

Par ailleurs, des ateliers d'entreprises seront animés sur des thèmes liés notamment aux raffineries, à la sécurité industrielle, au transport, à la maintenance des équipements, à l'innovation et à l'évolution des technologies de pointe pour une connexion meilleure et plus sécurisée.

Ry. N.

TRANSPORT MARITIME

Les ports secs mis à l'index

Invité de la Radio Chaîne 3, Mohamed Ibn Boushaki, directeur de la marine marchande et des ports, a réagi à propos de la multiplication des ports secs en Algérie. Des ports qui servent les intérêts des armateurs étrangers au détriment de l'économie nationale.

Rafik Aïouaz - Alger (Le Soir) - Initialement mis en place dans le but de désengorger les quais du port d'Alger, les ports secs représentent depuis leur création un manque à gagner pour les entreprises portuaires nationales de 2 milliards de dollars.

En 2009, un Conseil interministériel avait lancé un plan de fluidification du trafic au niveau du port d'Alger à travers la création de ports secs uniquement au niveau de la capitale. «Par la suite, on a laissé faire jusqu'à ce que ces surfaces détenues par des compagnies étrangères aient commencé à essaimer à proximité de l'ensemble des quinze zones portuaires commerciales du pays » a expliqué Mohamed Ibn Boushaki.

Celui qui est également président du groupement portuaire au ministère des Transports a annoncé que des dispositions seraient prises prochainement dans le but d'agir sur les tarifs prohibitifs imposés par les gestionnaires des «ports secs» afin d'aligner, à terme, les tarifs sur ceux des ports publics. Les tarifs actuellement appliqués au niveau des zones de stockage extra-portuaires de marchandises sont quatre, voire, cinq fois plus élevés que ceux appliqués par les directions des infrastructures portuaires algériennes.

La flotte de fret bientôt renforcée

Première décision forte pour mettre fin à ces pratiques prohibitives, le Comité de participation de l'Etat (CPE) a décidé, le 15 février dernier, de geler la création de ce type de structures. «Désormais, ce n'est qu'après l'obtention d'une autorisation préalable des directions portuaires nationales que les marchandises transportées par navires pourront "exceptionnellement", y être acheminées», précise le directeur de la marine marchande et des ports.

L'autre point important abordé par l'invité dominical de la Chaîne 3 a porté sur la flotte marchande algérienne dont le nombre de navires ne cesse de décliner. Alors que l'Algérie possédait une flotte de 80 unités dans les années 80, le pays n'assure aujourd'hui, à travers la Compagnie nationale algérienne de navigation (Cnan), que 2% des transports de marchandises par voie maritime. « Dans quelques années, nous devrions avoir acquis 18 bateaux permettant de transporter 30% de fret » confie, optimiste, Mohamed Ibn Boushaki. Une flotte qui s'ajoutera à celle prévue pour réception «d'ici 6 à 8 mois» dédiée au renforcement de la flotte de la Cnan. Pour assurer le commandement et la maintenance de ces nouvelles unités, M. Ben Boushaki a également annoncé la formation en cours d'une première promotion de 160 ingénieurs mécaniciens à l'Institut d'études maritimes de Bou Ismaïl.

R. A.